

APPEL À L'OPINION...

Monsieur Denis FORESTIER, Secrétaire du S.N.I.,

Mon Cher Camarade,

LA Fédération Anarchiste après avoir pris connaissance de la proposition du Congrès de Strasbourg, vous adresse son plein accord pour le manifeste que vous venez de faire paraître et pour la forme de pétition que vous voulez lui donner.

Nous pensions comme vous que c'est au S.N.I. de prendre à charge de recueillir les signatures.

Moralement, parce que vous êtes ceux dans ce pays, comme dans le monde, qui avez à charge d'éveiller l'intelligence des générations futures, et que, par là même, vous ne pouvez que condamner la guerre qui brise et anéantit en quelques secondes ce que vous avez mis des années à former.

Matériellement, parce que vous touchez l'ensemble de toutes les communes de France où vous êtes en contact avec la population et écoutés par elle.

Cependant la Fédération Anarchiste veut faire mieux que de vous adresser un vœu symbolique, elle s'engage à vous appuyer dans toutes les localités où elle a des groupes et où cette aide vous sera efficace, elle s'engage également à participer financièrement dans la mesure de ses faibles moyens aux frais de la pétition nationale que vous avez prévue.

Nous vous prions d'agrérer. Mon Cher Camarade, l'expression de nos sentiments d'hommes libres.

Le Comité de Relations de la F.A.

La guerre l'Algérie qui, depuis six ans, ronge le pays, n'est ni une opération de police, ni, comme il est dit depuis peu, une suite de «*tiraillades et d'embuscades*».

L'échec des négociations de Melun et les difficultés accrues de les renouer ne sont pas, comme on veut le faire croire, principalement imputables à l'intransigeance du F.L.N.

La politique d'investissements et de promotion musulmane n'apaise pas le conflit et ne peut l'apaiser - serait-elle effective - tant que se poursuivent ratissages, tortures, déportations, que rien, pas même les attentats, ne peut justifier, et tant que continue d'être refusé l'exercice du droit, reconnu, à l'autodétermination réelle. Un nombre croissant de Français pressentent la vérité. La vérité c'est qu'il n'y a d'autre dénouement qu'une paix négociée:

- c'est que les formules avancées par le Pouvoir - paix des braves, autodétermination, Algérie algérienne, entité algérienne - ont une logique, appellent une conclusion que tout le monde voit;

- c'est qu'il n'y a plus d'«Algérie française» possible et qu'aucune politique ne saurait renverser le cours de l'évolution présente;

- c'est enfin que le chantage exercé par les milieux ultras et par une partie de l'Armée interdit de faire la paix.

Cette vérité s'impose, hors de toute doctrine politique ou morale, avant tout débat sur le nationalisme algérien, sur la nature du F.L.N. et sur celle du régime installé en France.

Le pouvoir s'emploie à la dissimuler, il falsifie les faits et pourchasse jusqu'à leur évocation. Certains journaux sont saisis pour révéler les opinions gênantes, lors même qu'ils ne les partagent pas; des sujets d'article sont interdits à l'avance.

La fraction la plus avertie de l'opinion s'accorde de cet état de choses; c'est que son opposition à la guerre, si vive soit-elle, n'est qu'un fait de pensée.

La masse des Français subissent tous les effets de la guerre sur plan moral, social, économique; mais comme ils n'ont pas la guerre chez eux, la vérité qu'ils sentent ne devient pas volonté.

Les jeunes gens, eux, sont jetés dans la guerre; et, dans la guerre, la vérité les attend. Avec la vérité, le désarroi, l'endurcissement ou même la dégradation, la crise de conscience ou même la révolte. Sans qu'ils portent en aucune manière la responsabilité des faits, ils sont tous exposés à des choix lourds de conséquences: certains reviennent marqués par le racisme; d'autres, l'expérience faite essaient d'oublier; d'autres connaissent le dégoût; d'autres endurent la répression sur place et dans l'obscurité pour avoir refusé de participer à des actions qu'ils réprouvent, d'autres préfèrent l'emprisonnement au service de guerre; d'autres choisissent l'insoumission.

Les signataires de cette déclaration affirment que, dans la situation donnée, la crise de conscience et l'esprit de révolte des jeunes sont inévitables. Ils sont persuadés qu'ils ne feront que s'aggraver tant que le motif ne sera pas supprimé: la guerre elle-même. Et c'est en vain que les tribunaux invoqueraient la légitimité d'Etat quand le Pouvoir lui-même ruine l'exercice des droits démocratiques, quand le mépris des lois est éclatant chez une partie des officiers.

La logique de la situation, c'est la paix: la logique du Pouvoir, dès lors qu'il s'en détourne après l'avoir fait espérer, c'est la répression. Déjà celle-ci s'aggrave, comme l'attestent de nouvelles atteintes aux libertés, prenant prétexte d'un récent manifeste; bientôt elle risque de se généraliser. Mais qu'exprime-t-elle d'autre que l'échec d'une politique? Que peut-elle faire d'autre que tenter de retarder la solution nécessaire?

Ou bien celle-ci s'imposera dans les convulsions, dans les pires conditions, tant en France qu'en Algérie. Ou bien elle sera obtenue par une négociation sans exclusive ni préalable.

L'équivoque et le malaise où nous fait vivre une politique double se dévoilent; l'affaire des jeunes devient l'affaire de tous, l'affaire de la Nation.

Tous, nous sommes mis en demeure d'opter entre les conceptions des ultras ou des officiers activistes et une volonté de paix sans équivoque et sans ruse.

Nous invitons tous ceux qui ont choisi comme nous à signer cet appel.
